Jacques CANTIER, *Lire sous l'Occupation*

Paris, CNRS Éd, 2019, 381 pages

Jean-François Tétu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26055>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.26055

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2021

Pagination : 463-466

ISBN : 978-2-8143-0619-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-François Tétu, « Jacques CANTIER, *Lire sous l'Occupation* », *Questions de communication* [En ligne], 39 | 2021, mis en ligne le 10 décembre 2021, consulté le 25 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/26055> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26055>

démocratie participative. Il y a des espaces autonomes qui, à l'occasion, émergent dans l'espace public avec ses procédures de délibération. Et nous assistons à un rapprochement de notions initialement conçues comme distinctes : l'idée que l'activité économique doit être régulée par le processus de la délibération s'impose de plus en plus. La notion d'espace public se complexifie.

Comment alors relier cette analyse aux questions territoriales ? Par l'économie sociale et solidaire. L'économie sociale naît vraiment au xx^e siècle. L'économie solidaire vient ensuite, comme un positionnement complémentaire : l'idée d'une solidarité nécessaire dans un univers économique difficile. La finance solidaire ou l'économie sociale sont inscrites dans les logiques de territoire : les propositions partent de l'identification de besoins spécifiques (garde d'enfants, aide aux personnes âgées...). Mais la proximité n'est pas le seul paramètre. Le partage d'objectifs est essentiel. On a vu des Coop changer d'échelle, racheter des entreprises d'autres pays, rencontrer des difficultés qui sont celles de toute entreprise.

La deuxième partie annonce une analyse des échanges entre individus et groupes, des pratiques de communication politique. En réalité, peu d'éléments factuels sont donnés, et quand ils sont donnés, ils sont rarement précis (l'Auvergne a une démographie déclinante, il y a peu de chômage...). Clermont-Ferrand devient métropole en 2018. Les principaux résultats sont donnés sous forme de réflexion générale : il y a une tension entre la volonté de désencastrer les territoires et l'univers économique, s'identifier à un territoire ne s'oppose pas à l'ouverture au monde... Mais on ne sait pas précisément qui a été interrogé, quelles ont été les positions des uns ou des autres. Et très rapidement, le texte revient sur la place des questions économiques dans la discipline et leur mode de traitement, ou la relative autonomie de la société civile par rapport à l'univers politique, ou les pratiques managériales de l'économie sociale et solidaire. Il ne semble pas que ces réflexions soient inspirées par le terrain, en tout cas rien ne le prouve.

C'est aussi le cas des réflexions qui suivent sur les acteurs de l'espace public qui sont proposés : entrepreneurs de causes, chercheurs et élus. On note que les fonctionnaires bien formés, qui restent sur le terrain plus longtemps que les élus, peuvent être classés dans les entrepreneurs de cause. Ou que le thème de la démocratie participative s'invite dans le débat depuis 2005, sans que l'on repère la justification de cette datation en Auvergne. La

métropolisation est citée, mais sans être référencée spécifiquement. Les communications numériques sont utilisées par les politiques de la région, mais sans que l'on puisse repérer les particularités de leur utilisation sur ce territoire. L'irruption des médias mobiles et leur usage généralisé attirent plus de questions que d'observations : depuis quel territoire les échanges sont-ils émis ? Que devient la notion de territoire ?

Puis la notion d'interterritorialité est proposée, pour signifier le fait que les individus ne cessent de passer d'une échelle de territoire à l'autre, d'un lieu physique à l'autre, d'un lieu de contacts à l'autre, d'une technique et condition de communication à l'autre. De leur côté, les régions jouent leur jeu, se donnant une image, comme le font les marques, pour exprimer leur particularité, leur performance et leur qualité. Alors comment favoriser l'articulation des différentes identités, à une période où l'espace public est vécu dans un temps de mondialisation et de diversité culturelle ? L'identité européenne, le fait de se sentir européen, a un début de réalité et est un lieu expérimental de l'identité. Le cosmopolitisme est en revanche plus rare.

Si l'on comprend l'accès à cette thèse dans une collection conçue pour valoriser les jeunes chercheurs et la dimension internationale de la discipline, on peut prendre cet ouvrage comme une première tentative de pensée avec ses maladresses (des conclusions qui ne sont que des résumés de ce qui a été dit antérieurement). Mais on est aussi frustré dans notre attente d'une partie empirique construite par des données objectives, étayée de citations. Les données précises (nombre de personnes rencontrées, leurs fonctions et localisations...) sont introuvables.

Le lecteur a toujours le sentiment de ne jamais quitter la théorisation. On se demande alors dans quelle mesure l'objectif est rempli, puisqu'il s'agissait d'explicitier ce que le vécu territorial peut apporter à une thèse, et ce qu'une théorisation peut apporter à une pratique politique.

Odile Riondet

*Cimeos, Université de Bourgogne Franche-Comté,
F-21000 Dijon, France
odile.riondet[at]wanadoo.fr*

Jacques CANTIER, *Lire sous l'Occupation*

Paris, CNRS Éd, 2019, 381 pages

L'historien Jacques Cantier, à qui on doit déjà un grand livre sur Pierre Drieu La Rochelle (2011, *Pierre Drieu La Rochelle*, Paris, Perrin), propose ici une histoire « globale » du livre et de la lecture pendant les années noires de

l'Occupation. Histoire globale, cela veut dire le rôle de Vichy et de la Résistance, les stratégies et pratiques des éditeurs, le devenir du patrimoine littéraire et de la chaîne du livre ; mais aussi la censure, les interdictions et les spoliations, les destructions (les 7 millions de volumes de Mame, par exemple), les stratégies et les tactiques des écrivains entre collaboration et insoumission.

C'est un livre dense, truffé de références (1 044 notes), comme le sont les grands livres des historiens. Un historien a besoin de sources et de documents, on le sait : c'est ce qui produit à la fois la richesse du livre, fondé sur les archives publiques, les critiques littéraires, les notes de lecture, etc., mais aussi une relative frustration du lecteur, car on y trouve en abondance les auteurs, éditeurs ou critiques, mais, sauf à de rares exceptions près, le « lecteur moyen » de cette époque en est largement absent, car il n'a pas laissé de traces. C'est donc une histoire précise et précieuse des stratégies des acteurs administratifs, politiques, économiques, mais il y a bien peu de choses sur le lecteur anonyme, hormis les données qui montrent un goût prononcé pour l'histoire et la fiction, et aussi la poésie. C'est l'histoire d'un milieu ou d'un « champ » : auteurs, éditeurs, imprimeurs, mais aussi les organisations professionnelles en restructuration, et le cadre réglementaire avec la double censure de Vichy et de l'occupant. À cela s'ajoutent les difficultés spécifiques de l'Occupation avec les pénuries de papier, les réseaux de distribution, et toutes les recompositions inévitables. Mais la mobilisation, la captivité et la Résistance ont produit aussi des formes d'acculturation renouvelées, de nouvelles fonctions de la lecture en somme.

Après un prologue qui situe la place du livre et de la lecture dans un temps plus long que celui de la guerre, la première partie suit le fil chronologique de cette époque alors que la seconde, thématique, montre des figures de lecteur et les enjeux du discours sur la lecture. Le prologue (p. 11-45) situe donc fort utilement le livre dans une histoire plus vaste : les étapes de l'alphabétisation en France, le bouleversement culturel produit par la presse de masse (les 10 millions de quotidiens en 1914, l'augmentation des tirages et des titres), l'industrialisation de l'édition et le rôle de l'éditeur (les bibliothèques de gare et Hachette), le développement des bibliothèques publiques, l'organisation des travailleurs du livre, la place de l'auteur ; mais aussi les 4 millions de lettres envoyées chaque jour pendant la Grande Guerre, les projets pédagogiques de la III^e République (à la fin des années 1930, 150 000 instituteurs mais 15 000 professeurs seulement, la moitié de la population au certificat d'études mais 5 % seulement d'une classe d'âge au baccalauréat). Et enfin le prestige du livre, les

bibliothèques idéales (listes p. 25-28), les prix littéraires et le prix moyen du livre (p. 39).

Le premier chapitre (p. 47-78) montre « la fin d'un monde » avant l'effondrement de 1940, la censure (le défaitisme) et les nouveaux usages de la lecture, évasion et quête de sens, en s'appuyant sur les journaux de François Mauriac, Simone de Beauvoir ou Jean-Paul Sartre, et les succès d'Henri Pourrat, Marcel Arland, etc. L'enquête du *Figaro* (avril 1940) sur une vingtaine d'écrivains mobilisés montre des usages quotidiens diversifiés (d'H. Pourrat à André Breton, Georges Sadoul, Jean-François Revel ou Claude Mauriac, p. 68), et la débâcle signe les destructions par bombardement de grandes bibliothèques publiques (Beauvais et Tours, p. 76-77).

Le chapitre II (p. 79-138) est consacré à « La vie du livre dans la France occupée : entre contraintes et pénuries ». Il montre d'abord *la loi de l'occupant* : les listes d'interdictions et la convention de censure du 2 octobre 1940, la liste Otto et les 2 millions de livres saisis et mis au pilon (p. 84), et l'activité de la *Propaganda Staffel*, notamment par l'entrée dans le capital des maisons d'édition (rôle de P. Drieu La Rochelle chez Gallimard dès 1940, p. 92).

En même temps qu'il spolie les maisons d'édition, l'occupant pille les bibliothèques publiques et privées (selon Martine Poulain, citée par l'auteur, environ 10 millions d'ouvrages ont été pillés : *Livres pillés, bibliothèques sous surveillance*, Paris, Gallimard, 2008, p. 367). La censure est au cœur du dispositif et la profession encadrée (voir p. 103 et 107). La politique de lecture scolaire est un des piliers de Vichy, mise en œuvre par le grand historien Jérôme Carcopino, totalement à rebours de la politique de Jean Zay (p. 115). Les manuels sont épurés et les écrivains régionaux portés au pinacle. La lecture publique n'est pas épargnée avec la destitution de Julien Cain de la Bibliothèque nationale (BN). Mais il y a aussi de curieuses hybridations comme l'association Jeune France (Emmanuel Mounier), finalement dissoute en 1942, car les contraintes se resserrent entre 1942 et 1944 (nouvelles listes Otto en 1942 et 1943, p. 125). L'espace est fragmenté par la ligne de démarcation qui pousse les acteurs à s'adapter comme ils peuvent, mais le système est progressivement totalement verrouillé.

La seconde partie s'ouvre au chapitre III sur la « soif de lecture » (p. 141-190) qui assure le succès des livres expliquant « comment se nourrir (ou comment se chauffer, etc.) au temps des restrictions », ouvrages bien éloignés de la frénésie des livres de cuisine au début du ^{XX}^e siècle. Mais on lit aussi avec avidité Alexis Carrel, les ouvrages qui traitent du passé historique de la France,

les petits livres de la collection « Que sais-je » lancée en mai 1941 ; et, en matière littéraire, on lit Paul Claudel et Charles Péguy, ou encore *Moby Dick* (traduit par Jean Giono en 1941), et, outre le redémarrage difficile des éditions Mame, Gallimard et Albin Michel lancent des collections de livres d'inspiration catholique : les tableaux de l'édition (chiffres d'affaires, papier disponible et production d'ouvrages nouveaux, p. 148-149) montrent d'abord l'effondrement du papier disponible si bien qu'on peut estimer à environ 500 millions de volumes le déficit de l'édition dû à l'Occupation (p. 149). Cette situation est propice à l'explosion d'un marché noir et de circuits qui renchérissent le prix clandestin, mais propice aussi aux prêts des bibliothèques publiques (quasi-doublement des prêts à Paris entre 1940 et 1942). On ne saurait oublier enfin que les Français prisonniers lisent en captivité : environ 3 millions de livres leur ont été envoyés (p. 175), et la captivité est propice également à des séances de lecture collective (p. 182) ou de récitation (Jorge Semprun récitant Charles Baudelaire à Maurice Halbwachs à Buchenwald, p. 183).

Avec le chapitre IV (« Les tribulations de la communauté des lecteurs professionnels », p. 191-227), on retrouve une communauté littéraire ou une société littéraire qui en fait n'a jamais cessé et que le Conseil national des écrivains renouvelle au sein de la Résistance, parallèlement aux sociétés littéraires qui, à l'image de l'Académie, n'ont jamais été en sommeil, ou à peine. J. Cantier y reconstruit une cartographie des réseaux intellectuels de l'écrivain démobilisé : bibliothèques de Roger Martin du Gard ou de Romain Rolland à Vézelay (15 000 volumes), activité de Georges Duhamel et ses 10 à 15 livres reçus par jour avant guerre, etc. On ne saurait rendre compte ici de tout le panorama que dresse ce livre. Il en ressort que cette époque montre une fréquentation assidue des « classiques » et une remarquable résurgence de C. Péguy. Le plus original est le tableau de la sociabilité littéraire à trois moments : en amont de la publication (exemple des publications d'Albert Camus avec Pascal Pia ou Gabriel Marcel, ou de Jean Genet avec Jean Cocteau) : en aval de la publication (A. Camus, H. Pourrat, Antoine de Saint-Exupéry) avec les 2 000 ouvrages dédiés de la bibliothèque de R. Martin du Gard ; en marge de la publication avec les discussions entre auteurs autour d'un ouvrage (notamment Jean Paulhan et M. Arland autour de l'œuvre de Louis Aragon ou de Jacques Chardonne). J. Cantier examine aussi le devenir des revues (150 ont disparu, dont les *Nouvelles littéraires* du 6 juin 1940 au 8 avril 1945). On y voit Robert Brasillach à la tête de *Je suis partout*, l'activité d'André Bellessort ou de Drieu, mais aussi l'ancien socialiste Claude Jamet (*La France socialiste*, p. 214). En zone sud, *Les Cahiers du*

Sud, *Esprit*, *Confluence* à Lyon avec René Tavernier, ou encore *Idées*. La *Revue des deux mondes* reste fidèle à la révolution nationale, et le *Journal des débats*, installé lui aussi à Clermont-Ferrand, où Maurice Blanchot publie pourtant une importante page littéraire. Les Académies et les jurys poursuivent leur activité pendant toute l'Occupation (voir le parcours d'A. Bellessort de l'Action française à l'Académie, mais qui écrit aussi dans *Je suis partout*). J. Cantier fait un tableau des prix littéraires (p. 224-226) où on voit que la position de Gallimard n'est pas ébranlée et qu'il faut attendre 1945 pour que le Goncourt couronne pour la première fois une femme (Elsa Triolet). Mais ce que montre surtout cette liste, c'est le primat d'une littérature d'évasion et d'aventure, un « repli vers l'inactuel », en somme.

Le dernier chapitre, « Lire pour reconstruire » (p. 229-258), est consacré au *patrimoine disputé*. Car la lecture, à l'automne 1940, fut fortement accusée d'être responsable de la défaite, comme le montre *Décombres* de Lucien Rebatet qui s'élève contre la « dégénérescence intellectuelle, morale et philosophique » des élites d'avant guerre (p. 231). Il faut donc relire la tradition littéraire, d'où par exemple le retour à la terre, mais surtout une « ferveur anthologique » (p. 234) qui pousse au retour aux textes de la tradition. Le Panthéon littéraire est donc revisité (nouveaux tirages de C. Péguy, p. 240) et on voit un glissement sensible du roman vers la poésie, avec quelques ferveurs nouvelles (Lanza del Vasto, p. 245), liées à la crise du roman (manque de réalisme, excès d'individualisme, etc.). Mais, plus encore, on voit naître alors une bibliothèque de l'ombre, un art du livre clandestin, une littérature de contrebande, en somme, qui accompagne le développement d'une presse clandestine (par exemple *Les Lettres françaises*, avec J. Paulhan, p. 250), avec le PCF comme premier éditeur clandestin, mais aussi les Éditions de Minuit (*Le Silence de la mer*, en février 1942, a été tiré à 350 exemplaires), et, en zone Sud, la *Bibliothèque française* de L. Aragon et E. Triolet. Hors des circuits officiels se développe une circulation clandestine du livre. Sans doute reste-t-il encore à écrire sur l'histoire culturelle de la Résistance et la socialisation liée à la clandestinité où des initiatives comme *Peuple et culture* auraient une bonne place.

Un épilogue clôt ce parcours, sobrement intitulé « Sortir de la guerre » (p. 259), car la guerre a produit un rétrécissement considérable de l'espace public de la lecture (au premier semestre 1944, le tirage ne représente plus que 1 % des tirages d'avant-guerre), tandis que se développait un trafic prospère des livres rares (p. 265). La Libération, ce fut aussi l'épuration, plus légère qu'on ne pourrait penser, notamment du fait

des tâtonnements de la procédure. Certes, on nomma des administrateurs provisoires dans les maisons d'édition, certes, la commission d'épuration du CNE produisit des listes à plusieurs reprises (158 noms en octobre 1944, p. 271), mais au total l'épuration judiciaire de l'hiver 1944-1945 ne conduisit guère à l'exécution que Georges Suarez et surtout R. Brasillach, car la collaboration apparut comme un crime contre l'esprit, et les 198 titres censurés appartiennent surtout à la propagande. Parallèlement, la lecture publique renaît, avec le retour de J. Cain à la BN, et le rôle considérable de mouvements issus de la Résistance, où nous retenons notamment Peuple et Culture de Joffre Dumazedier et Benigno Cacerès, Travail et culture (PCF), et les Cemea. Mais seuls 2 millions des livres volés furent localisés en Allemagne, sur les 10 millions disparus.

Ce livre aborde de façon frontale « le statut de la culture dans un monde défiguré par la guerre » (p. 282), et il y manque une cartographie des lecteurs ordinaires, impossible faute d'archives. Mais il livre un panorama impressionnant du monde des livres de ces années noires, avec un index important et fort utile de tous les noms cités. On ne peut, à sa lecture, que mieux mesurer les accommodements multiples du monde des livres avec l'ordre imposé par Vichy et l'occupant, pour tous ceux du moins qui n'avaient pas rompu avec cet ordre en liant leur sort à celui de la Résistance. Et le lecteur qui comprendrait mal pourquoi tant d'auteurs, experts reconnus comme J. Carcopino, ou critiques comme Thierry Maulnier, ont poursuivi une glorieuse carrière dans les décennies suivantes, pourra lire en complément l'admirable travail que Claire Blandin a consacré au *Figaro littéraire* et à l'histoire des cultures politiques de droite (*Le Figaro littéraire. Vie d'un hebdomadaire politique et culturel [1946-1971]*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010).

Jean-François Tétu

Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, Élico,
F-69365 Lyon, France
jf-tetu[at]orange.fr

Baptiste COULMONT et Pierre MERCKLÉ, *Pourquoi les top-modèles ne sourient pas. Chroniques sociologiques*
Paris, Presses des Mines, coll. Sciences Sociales, 2020,
183 pages

Le titre, énigmatique et percutant, de cet ouvrage est en fait moins révélateur que son sous-titre : il s'agit bien d'un recueil de chroniques sociologiques, plus précisément de la publication, sous forme d'ouvrage, de certaines des chroniques hebdomadaires que Pierre Mercklé, puis Baptiste Coulmont, ont publiées entre 2012 et 2019. « Nos chroniques, publiées dans

Le Monde sous l'intitulé "Carte blanche", nous laissaient une grande liberté, à condition de rendre compte du travail des sociologues. Ces comptes rendus entrent parfois dans les coulisses de l'activité sociologique, dans les bibliothèques personnelles, dans les habitudes, dans les boîtes à outils [...]. Chaque semaine, en se limitant à ce qui est écrit en français et en anglais, ce sont quelques centaines d'articles, chacun de dix à cinquante pages, que les revues de sociologie vont publier. Pour faire sortir ces textes du monde professionnel, il faut le travail de passeurs, et c'est le rôle que nous avons essayé de jouer » (p. 9).

Les chroniques rendent donc compte de travaux sociologiques, essentiellement français et anglo-saxons, parfois classiques, parfois très contemporains, en en extrayant les résultats les plus importants, en explicitant la démarche méthodologique et en indiquant les perspectives ouvertes par les auteurs. Le tout avec une volonté d'accessibilité pour les lecteurs non sociologues, encore accentuée par une langue claire, des encadrés bienvenus et un ton enlevé et parfois humoristique qui permet véritablement de s'instruire tout en souriant. L'ouvrage ordonne *a posteriori* les chroniques retenues autour de cinq grandes thématiques. « D'abord une série de chroniques sur les coulisses de la science. Avec quoi travaille-t-on ? avec qui ? et comment ? Ensuite une série, intitulée "au travail", sur l'observation, par les sociologues, du travail des autres. On entre ensuite dans l'intimité des acteurs sociaux, avec une série sur la vie de famille et la sexualité. On s'intéresse à la politique, au sens large, que ce soient les formes de gouvernements (et de gouvernement de soi) et les formes de participation électorale. On termine par l'étude plus générale de la structure sociale et de la structure des relations sociales » (p. 10). Nous avons pris le parti ici, puisqu'il ne peut s'agir de résumer l'ensemble de l'ouvrage, de donner un exemple de chronique, portant sur des recherches récentes, pour chacune de ces grandes thématiques – en assumant bien sûr la double dimension subjective et partielle de nos choix.

Dans la partie « Science de la science », les auteurs reviennent, avec une délectation perceptible, sur le féroce canular de Manuel Quinton et Arnaud Saint-Martin, dévoilé dans les *Carnets Zilsel* de mars 2015. Ceux-ci avaient effectivement réussi à faire publier en 2014, sous le nom de Jean-Pierre Tremblay, un article intitulé « Automobilités post-modernes : quand l'Autolib' fait sensation à Paris » dans la revue *Sociétés*, dirigée par Michel Maffesoli. Leur texte, aussi fantaisiste que le titre dont il est affublé, cite longuement et